

# IMMIGRATION : LE PARLER VRAI

La liberté d'expression, on le sait, est devenue aujourd'hui un bien rare, et c'est davantage encore le cas, peut-être, de la vérité. Mais de temps à autre, quand même, on tombe sur de belles pépites.

Ce fut le cas par exemple le 1<sup>er</sup> avril dernier dans *Répliques*, l'émission hebdomadaire d'Alain Finkielkraut, le samedi matin sur France Culture. Ce samedi-là, il était question de l'immigration, avec deux invités dont Pierre Brochand, un haut fonctionnaire aujourd'hui à la retraite. Brochand dirigea la DGSE de 2002 à 2008.

L'immigration n'est pas seulement un sujet sensible, mais (on peut le dire) tabou. Dès qu'on s'écarte si peu que ce soit de la ligne officielle, très vite on vous coupe la parole (entre autres). Mais là, non. Pierre Brochand a pu dire librement ce qu'il avait à dire, pas une seule fois il n'a été interrompu. L'autre invité était le directeur de l'Office français de l'immigration. Lui, évidemment, défendait le point de vue officiel. Mais il l'a fait très calmement. Ce fut un débat courtois.

## LES FAITS PLUTOT QUE LES INTERPRÉTATIONS

Qu'a donc dit cet ancien directeur de la DGSE ? Il a d'abord dit ce qu'était l'immigration en France depuis cinquante ans. Cela se résume en quelques traits, qui sont les suivants. Elle est

1. sans précédent historique ;
2. massive;
3. croissante;
4. cumulative en boules de neige;
5. pilotée par les juges et non (comme cela devrait être le cas) par le Parlement;
6. très éloignée culturellement (puisque, pour l'essentiel, les pays de provenance sont extraeuropéens);

7. économiquement dysfonctionnelle (elle n'apporte rien au pays d'accueil);
8. budgétairement coûteuse;
9. potentiellement conflictuelle (avec une tendance à l'accroissement des divergences au fil des générations);
10. impopulaire sondages selon les sondages ; enfin
11. très largement irréversible.

Concrètement, ce sont chaque année entre 450 000 et 500 000 nouveaux arrivants qui débarquent en France pour «vivre une vie meilleure», selon l'expression consacrée. Conséquence, 40 % des enfants de moins de quatre ans ont aujourd'hui un lien avec l'immigration. Or, répétons-le, cela s'est fait en cinquante ans.

Voilà donc ce qu'a dit Pierre Brochand. On insistera sur le fait que les mots qu'il utilise sont des mots neutres. Il ne parle pas par exemple de « grand remplacement», encore moins d'«invasion», de «colonisation à l'envers », etc. Ces expressions sont déjà des interprétations. Avant d'interpréter ce qui se passe, il faut dire la réalité. Il sera toujours temps ensuite de l'interpréter. Pierre Brochand nous donne ici une leçon. Les faits se suffisent très largement à eux-mêmes. On n'a pas besoin d'en rajouter encore une couche au niveau du commentaire.

Pierre Brochand a ensuite été amené à préciser certains points. Quel est le coût de l'immigration ? s'est-il en particulier demandé. On encourage ici le lecteur à écouter l'émission elle-même. Tous les chiffres sont donnés. Et aussi : qu'en résulte-t-il pour les services publics ? La libre circulation des personnes est incompatible avec le maintien de l'État-providence, soutient Pierre Brochand. On ne peut pas avoir les deux à la fois. Vouloir les deux, c'est par là même vouloir la fin de l'État-providence. Et justement, c'est ce qui est en train de se produire. Les services publics sont aujourd'hui «saturés», dit Pierre Brochand. Qui parle aussi de «délabrement». Un déséquilibre, inévitablement, se crée, quand les bénéficiaires de l'État-providence ne sont pas, pour une part au moins aussi, les contributeurs. Un tel déséquilibre est malsain.

Voilà pour le présent. On parle ici de la France, mais toutes choses égales d'ailleurs, le bilan d'ensemble est peu ou prou le même dans les pays

voisins. Il n'y a qu'à voir, par exemple, ce qui se passe en Belgique. Ou encore en Suisse. Sauf qu'en Suisse aucun haut fonctionnaire, même à la retraite, ne s'est encore enhardi jusqu'à dire le quart de la moitié seulement de ce qu'a dit Pierre Brochand au cours de cette émission. Soit la prise de conscience n'est pas encore intervenue (ce qui serait étonnant), soit tout simplement c'est le courage qui fait défaut.

À partir de là, il n'y a pas trente-six solutions. Tout à la fin de l'émission, Alain Finkielkraut pose le problème: quel avenir «si tout continue à aller dans le même sens»? C'est très simple, répond Pierre Brochand: ce sera «l'implosion». Concrètement, il deviendra de plus en plus difficile de *vivre en France*, au sens où la «confiance sociale» disparaîtra complètement. On ne saurait exclure non plus des «explosions successives». Pierre Brochand ne précise pas ce qu'il a ici en tête, mais assez clairement il fait référence à des épisodes de guerre civile. Le moment critique, dit-il, sera celui où les populations d'origine immigrée et de religion musulmane auront franchi la barre des 50 %. Il y aura là un «point de bascule». Quand on regarde les statistiques actuelles (en particulier celles citées plus haut), on se rend compte que c'est une simple question de temps. Cela va survenir très vite.

## PRÉVENIR L'IMPLOSION

Voilà donc à quoi il faut s'attendre «si tout continue à aller dans le même sens». Cela étant, rien ne nous oblige à aller toujours dans le même sens. On pourrait aussi changer de cap. Sauf que si l'on décidait de changer de cap, le changement de cap devrait être à 180 degrés. C'est ce que dit aussi Pierre Brochand. La réaction devrait être «extrême». D'où une nouvelle énumération, celle des mesures à prendre pour empêcher l'implosion. Entre autres et en particulier:

1. diviser l'immigration légale par dix ;
2. diviser l'accession à la nationalité également par dix ;
3. diviser par un multiple de dix les visas pour les ressortissants des pays à risques ;
4. annuler tout ce qui fait l'attractivité sociale de la France ;
5. abolir toutes les récompenses accordées à la triche (dont la régularisation) ;

6. non-renouvellement systématique des titres de séjour, afin de réduire la taille des diasporas ;

7. mise en œuvre d'une politique nataliste ciblée.

Enfin le plus important: «ignorer le discours intimidant» sur l'ensemble de ces questions, en particulier le «chantage au racisme et au fascisme», qui relève de l'idéologie. Vaste programme !

L'émission s'est arrêtée là, et c'est un peu dommage, car évidemment il aurait été intéressant d'entendre Pierre Brochand répondre non pas à l'objection, mais à la question qu'on est tout naturellement amené à se poser : en admettant que de telles mesures soient celles qu'il conviendrait de prendre pour empêcher l'implosion, est-il seulement aujourd'hui *pensable* qu'on les prenne ? Le système étant ce qu'il est, ne sommes-nous pas en tout état de cause *condamnés* à l'implosion ? Quand Pierre Brochand dit qu'on ne peut plus aujourd'hui se satisfaire de demi-mesures, il a évidemment raison. Les choses sont allées tellement loin dans le mauvais sens que le correctif, effectivement, ne saurait être qu'extrême. C'est cela même ou rien. On ne va pas non plus verser des larmes sur le droit international, auquel, forcément, il serait porté atteinte en cas de mise en œuvre de telles mesures. Effectivement, il y serait porté atteinte. Et après ? Les États occidentaux passent leur temps de toutes les manières à s'asseoir sur le droit existant quand cela les arrange. On l'a vu lors de la récente pandémie, on le voit à nouveau aujourd'hui avec la guerre en Ukraine. Ils invoquent « l'état d'urgence ». On pourrait très légitimement l'invoquer dans le cas qui nous occupe. *Salus populi suprema lex esto* (« que le salut du peuple soit la loi suprême », prescrit Cicéron).

Non, le problème est autre. Il porte sur les *conditions de possibilité* même d'une telle mise en œuvre. Pour l'instant en tout cas, elles ne sont pas réunies. C'est le moins qu'on puisse dire. On voit mal par exemple l'État français actuel, même avec un autre président, en venir à « diviser l'immigration légale par dix ». Ou encore « annuler tout ce qui fait l'attractivité sociale de la France », réduire la taille des diasporas, etc. Pourquoi ne pas, pendant qu'on y est, s'opposer par la force au franchissement massif de certaines frontières (la frontière méditerranéenne, par exemple) ? Est-ce seulement pensable ? Aujourd'hui, bien évidemment, non. Mais le système n'est pas à l'abri d'une éventuelle panne de courant (au propre comme au figuré). Il faut aussi envisager le problème sous cet angle.